



## Avertissements de « guerre totale » au sujet de l'Ukraine: Les dirigeants allemand et français se rendent en Russie

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 07 février 2015

[WSWS.org](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Alors que les combats entre séparatistes pro-russes et le régime de Kiev soutenu par l'Occident s'intensifient dans l'Est de l'Ukraine et que les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN annoncent le déploiement massif de troupes dans toute l'Europe orientale, la France et l'Allemagne ont soudain proposé un nouveau « plan de paix ». Leurs dirigeants se sont rendus en Ukraine, puis en Russie pour le discuter avec le président russe.

La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande sont allés à Kiev avant hier pour rencontrer le président ukrainien Petro Poroshenko. Celui-ci a aussi rencontré le secrétaire d'Etat américain John Kerry pour des pourparlers qui avaient pour objet initial de discuter des plans américains d'armer directement Kiev. Merkel et Hollande se sont rendus hier pour des pourparlers à Moscou qui soutient les séparatistes dans la guerre civile à l'Est de l'Ukraine. Cette guerre civile avait été déclenchée il y a un an par le coup d'Etat de Kiev, soutenu par l'OTAN.

Ces manoeuvres diplomatiques ont lieu au moment où l'action des Etats-Unis et des pouvoirs européens pour forcer la Russie à reculer en Ukraine risque de déclencher une guerre aux conséquences incalculables. Des dirigeants russes ont aussi déclaré que si Washington armait Kiev en vue d'une offensive de grande envergure dans l'Est de l'Ukraine, l'armée russe interviendrait pour empêcher que Kiev ne massacre les séparatistes, ce qui pourrait conduire à une guerre terrestre majeure en Europe et éventuellement à une guerre mondiale entre puissances nucléaires.

Le président français François Hollande a annoncé son voyage à Kiev avec Merkel lors d'une conférence de presse au Palais de l'Élysée avant hier, « On est passé en quelques mois d'un différend à un conflit, à la guerre... nous sommes dans une guerre et dans une guerre qui peut être totale », a-t-il prévenu.

Hollande faisait écho à des propos tenus par Merkel en début de semaine. Il a dit qu'il s'opposait aux projets de l'OTAN d'armer le régime de Kiev, se rapportant apparemment à des déclarations selon lesquelles le gouvernement Obama envisageait de fournir à Kiev des armes « défensives » à hauteur de plusieurs milliards de dollars. « On m'expliquera la différence qu'il y a entre une arme défensive et une arme offensive, mais c'est une précaution de langage, » a dit Hollande. Il a ajouté: « La France n'est pas favorable à ce que l'Ukraine entre dans l'Alliance atlantique. »

Affirmant que la France était un pays « ami » de la Russie, Hollande a dit: « ... il ne sera pas dit que l'Allemagne et la France n'auront pas tout tenté pour la paix. »

Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, qui était en Pologne et en Lettonie pour des pourparlers, a dit que Berlin et Paris espéraient éviter « une perte totale de contrôle » sur l'escalade des combats.

Le conseiller du Kremlin Youri Ushakov a répondu que la Russie était « prête à une conversation constructive » afin d'établir un dialogue et des relations économiques entre Kiev et les séparatistes de l'Est.

Néanmoins, peu de précisions ont émergé sur ce que proposent Berlin et Paris. Jeudi soir, le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* publiait un article intitulé « Nouveau plan de paix en Ukraine: davantage de territoire pour les séparatistes ». Selon cet article, le plan se fonde sur les accords de Minsk de l'an dernier. Il déclare: « L'essence de la proposition est d'arranger un cessez-le-feu immédiat et d'octroyer aux séparatistes en Ukraine orientale une large autonomie dans une zone plus importante que celle prévue précédemment. »

Des porte-parole du gouvernement allemand ont toutefois réfuté cette information. Le *Süddeutsche Zeitung* a changé l'article et affiché une note expliquant que « Les questions de territoire ne vont pas être négociées entre Merkel, Hollande et Poroshenko. Cependant, des observateurs politiques pensent qu'il est improbable que les lignes de démarcation fixées en septembre dernier dans les Accords de Minsk puissent être maintenues, à la lumière des récentes avancées territoriales des séparatistes ».

Le journal britannique *Guardian* a publié un éditorial affirmant que l'initiative franco-allemande était plutôt une occasion de menacer la Russie de la couper totalement du système financier mondial.

Son éditorial dit: « Les sanctions de l'UE n'ont eu jusqu'à présent qu'un impact symbolique. Couper les banques russes du système Swift de transactions internationales basé en Belgique, par contre, imposerait un choc sérieux. Cela pourrait se faire rapidement, mais aussi être inversé rapidement par la suite. Cela a marché auparavant, contre l'Iran, qui avait entamé des négociations sur le nucléaire peu de temps après s'être vu interdire l'accès à Swift en 2012. (...) Quand madame Merkel et monsieur Hollande iront à Moscou, ils devraient mettre Swift sur la table ».

Kerry, qui devait discuter de livraisons d'armes américaines à Kiev avec Poroshenko, a dit que le président Obama revoyait toutes les options, y compris « la fourniture de systèmes [d'armes] défensifs à l'Ukraine ». Il a cependant suggéré que la Russie se rangeât à la politique américaine et qu'elle adoptât « une solution diplomatique qui est évidente pour tous. »

Il a exigé que la Russie abandonne les séparatistes: « La Russie a besoin de prouver son engagement à mettre fin au bain de sang une bonne fois pour toutes. Et nous demanderons qu'elle le fasse en respectant les accords qu'elle a signés, en l'occurrence les accords de Minsk... Il doit y avoir à présent un engagement immédiat pour un véritable cessez-le-feu qui ne soit pas qu'une simple feuille de papier et des mots, mais qui soit suivi d'actions spécifiques. »

Kerry a salué l'« unité » entre les Etats-Unis, l'Allemagne et la France comme la garantie

que le conflit pouvait être surmonté.

Dans la pléthore actuelle de propositions vagues et contradictoires, il n'est pas clair dans quelle mesure Washington et les puissances européennes coordonnent leurs initiatives ou même s'ils suivent une politique bien définie. Des responsables français ont dit au journal *L'Obs* que le voyage de Merkel et Hollande n'avait pas été préalablement discuté avec Washington; on ne sait toujours pas bien si l'initiative franco-allemande se trouve de fait en conflit avec la politique que le gouvernement américain décidera en fin de compte de suivre.

Il existe aussi des conflits aux Etats-Unis mêmes. Le sénateur républicain John McCain a rassemblé avant-hier à Capitol Hill un groupe bipartite de douze sénateurs et a annoncé que si la Maison Blanche n'armait pas Kiev, ils prépareraient un projet de loi obligeant le gouvernement à le faire.

Kerry a précisé que le gouvernement Obama prendrait cette décision dans le courant de la semaine prochaine, suite la visite de Merkel à Washington. L'UE est aussi censée envisager de nouvelles sanctions contre la Russie la semaine prochaine.

Ce qui est clair, c'est que la guerre civile ukrainienne a amené le monde au bord de la catastrophe. Si l'on en croit le président français et ses avertissements à propos d'une « guerre totale, » l'Europe est aujourd'hui plus près d'une guerre mondiale qu'à n'importe quel moment depuis le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en 1939.

La responsabilité des graves dangers auxquels la population mondiale est confrontée incombe en premier lieu aux Etats-Unis, à l'Allemagne et aux puissances de l'OTAN. La crise actuelle a été provoquée par la décision de Washington et Berlin d'organiser l'année dernière un coup d'Etat mené par des forces pro-nazies et anti-russes, telle la milice de Secteur droit, afin de mettre en place un gouvernement droitier dépourvu de tout soutien populaire.

Rien de ce que Washington et ses alliés européens disent ne peut être pris pour argent comptant. Au moment où Hollande assurait être un « ami » de la Russie, Kerry déclarait à Kiev, « Nous ne considérons pas ceci comme un jeu à somme nulle. Nous ne l'avons jamais vu ainsi. Ce n'est pas censé être et ce ne devrait pas non plus être une fracture entre l'Est et l'Ouest. »

En fait, à l'instant où Hollande et Kerry disaient ces mots, des préparatifs en vue d'une confrontation militaire bien plus vaste entre les puissances de l'OTAN et la Russie se poursuivaient à un rythme soutenu. Un sommet des ministres de la Défense de l'OTAN à Bruxelles était occupé à mettre en place l'infrastructure pour une force d'intervention rapide comptant des dizaines de milliers de soldats et devant être déployée dans des pays d'Europe de l'Est, le long de la frontière occidentale de la Russie.

Un fait important, qui sous-tend les calculs de Paris et Berlin au moment où ils proposent soudain une trêve est la détérioration rapide de la position du régime de Kiev. Alors qu'ils poursuivent l'escalade militaire ailleurs, Paris et Berlin émettent des objections tactiques selon lesquelles armer le régime de Kiev ne serait pas une politique viable. Comme l'ont fait savoir des sources diplomatiques françaises au quotidien *Le Monde*, « les Ukrainiens n'arriveront pas à reprendre militairement le Donbass [dans l'Est de l'Ukraine], c'est une stratégie vouée à l'échec. »

Après avoir perdu le contrôle de leurs positions à l'aéroport de Donetsk, les milices pro-Kiev se trouvent encerclées et prises sous des tirs nourris à Debaltseve, un nœud routier et ferroviaire stratégique.

Parallèlement, l'économie de l'Ukraine est en train de s'effondrer en raison des combats, menés dans les régions industrielles clés de l'Est du pays et du fait que des exportations ukrainiennes clés ont été coupées du marché russe. Hier, alors que Kiev cherchait à négocier la prochaine tranche d'un prêt du FMI de 17 milliards de dollars, l'Ukraine a relevé ses taux d'intérêts de 5 à 19,5 pour cent, dans l'espoir d'enrayer une chute de 46 pour cent de la monnaie ukrainienne, le hryvnia, par rapport au dollar américain.

Alex Lantier

Article original, [WSWS](#), publié le 6 février 2015

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Alex Lantier](#), [wsws.org](#), 2015

---

Articles Par : [Alex Lantier](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)